



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



LETTRE ÉCONOMIQUE

DE CUBA

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE

DE LA HAVANE

N° 4 – Juin 2021

Editorial

La première partie de l'année 2021 fut riche en actualités économiques et politiques pour la plus grande des Antilles. Au niveau économique, le dernier exemple en date est la suspension des dépôts en USD auprès du système bancaire cubain. Concernant le politique, la nouvelle génération de dirigeants a officiellement pris le pas à la tête du pays sur les historiques de la révolution lors du dernier congrès du Parti Communiste Cubain. Le nouveau bureau du parti hérite toutefois d'une situation particulièrement complexe alors que la pandémie de la Covid-19 et les sanctions américaines contraignent toujours l'économie nationale et que les critiques de la part de la société civile se font de plus en plus entendre face aux difficultés du quotidien.

Le défi est toujours le même, à savoir restructurer l'économie pour rendre le modèle socialiste cubain soutenable sur l'île tout en ne remettant pas en cause l'idéologie et le cadre de l'économie centralisée. Miguel-Díaz Canel, dans la continuité de Raúl Castro, s'inscrira sans doute dans la voie intermédiaire à la recherche de l'équilibre entre ouverture et contrôle. Si les grandes manœuvres économiques en cours devraient se poursuivre, l'approche particulièrement prudente également, comme l'atteste les récentes annonces concernant la création de la figure juridique de la PME.

Au premier rang des réformes en cours, l'unification monétaire et cambiale, mise en place depuis janvier 2021, constitue un choc économique majeur pour l'île. Sa prise en considération dans les prévisions macroéconomiques a mené à une révision considérable de certains indicateurs macro-économiques, par exemple le PIB divisé par cinq. Comme attendu, ses effets à court terme sont négatifs, notamment pour la population, au-delà de la nouvelle lisibilité de l'économie et des perspectives qu'il fait naître à moyen – long terme. Le financement du déficit public, qui atteint des proportions de plus en plus élevées, ainsi que la perte de pouvoir d'achat des ménages cubains sont parmi les principaux défis du nouveau régime monétaire. Véritable mal nécessaire, son succès à moyen et long terme dépendra des arbitrages politiques (l'État interviendra-t-il en cas de faillite d'une entreprise étatique? ¹, établissement d'un régime de change flottant?, ...) mais également de la poursuite nécessaire des réformes économiques et sociales complémentaires structurelles allant au-delà des mesures annoncées depuis l'été 2020.

Marc Legouy, Conseiller Economique
marc.legouy@dgtresor.gouv.fr

¹ Le gouvernement a expliqué qu'il subventionnerait les entreprises publiques en situation de faillite suite à l'unification et la hausse des coûts de production induits pendant un an (retardant un des effets attendus, à savoir relancer l'économie à partir du noyau productif en éliminant les entreprises déficitaires). La position des autorités devra être scrutée avec attention alors que cette décision aura de lourdes conséquences sur l'emploi et le chômage.

Principaux indicateurs économiques à Cuba

	2018	2019	2020 (e)	2021 (p)
PIB nominal (Mds \$)	100,1	103,1	102,7	21,8
PIB/Habitant (\$)	8 820	9 100	9 070	1 930
Croissance du PIB réel	2,2%	-0,2%	-11,3%	2,7%
Inflation (moyenne annuelle)	6,9%	5,6%	7,7%	399,6%
Taux de chômage moyen	1,7%	1,3%	2,3%	3,7%
Solde public / PIB	-8,3%	-6,2%	-20,0%	-18,3%
Dette publique / PIB	53,0%	56,2%	69,4%	154%
Dette extérieure totale / PIB	30,5%	28,9%	27,9%	131,1%
Solde de la balance courante (M\$)	2 531	1 473	873	881
Exportations françaises (M€)	194	165	113	-
Importations françaises (M€)	27	24	16	-
Solde commercial (M€)	167	142	98	-
Entrée nette d'IDE (M\$)	1 006	805	644	708

Sources : Tableau élaboré par le SE à partir des statistiques officielles (ONEI), The Economist Intelligence Unit et des douanes françaises. Concernant les prévisions pour l'année 2021, l'unification monétaire et cambiale mise en place à partir du 1^{er} janvier 2021 lève certaines distorsions des prix présentant une image certainement plus fidèle de l'économie cubaine.

L'actualité économique cubaine

8^{ème} Congrès du Parti Communiste cubain, que retenir au niveau économique ?

Le Parti communiste cubain (PCC), parti unique et « force dirigeante supérieure de la société et de l'Etat », est l'instance suprême orientant et coordonnant la vie politique, économique et sociale du pays. A l'occasion de son 8^{ème} congrès, du 16 au 19 avril 2021, les nouveaux membres de l'organe décisionnaire, le bureau politique, ont été nommés.

Le bilan économique contrasté des années Raúl Castro

Raúl Castro a initié une politique d'ouverture économique relative contrastant avec la position de son frère Fidel, et visant à insérer progressivement l'île dans l'économie mondiale. Des mesures phares ont été mises en œuvre, parmi lesquelles la loi sur l'investissement étranger, la création de la Zone Economique de Développement de Mariel, l'émergence du secteur privé avec l'essor des « autoentrepreneurs », ainsi que l'unification monétaire et cambiale.

La croissance du PIB entre 2008 et 2020 n'aura cependant été que de 1,3% en moyenne par an



Source : PCC, modifié par le SE.

contre un objectif initial de plus de 5% par an, les dernières années ayant été marquées par différents chocs externes (crise importée du Venezuela, resserrement de l'embargo américain et pandémie de la Covid-19). **Les IDE jouent encore un rôle limité dans le développement économique du pays** et ne constituent pas un relais de croissance crédible : entre 600 et 1 000 MUSD par an pour un objectif de 2,5 Mds USD. **Quant au secteur « privé », sa contribution reste encore faible** : autour de 10% du PIB.

Raúl Castro aura surtout **réussi à surmonter les réticences au changement** et à lever certains **tabous économiques sur le plan idéologique**. Il aura, entre autres, mis fin au rejet inconditionnel de la mondialisation, modifié le statut des investisseurs étrangers ou encore partiellement légitimé le secteur privé.

Un passage de témoin entre deux générations, mais dans la continuité

Comme attendu, le 8^{ème} congrès du PCC clôture donc **l'ère Castro, mettant fin à plus de soixante ans sous la coupe de la « famille »**.

Une nouvelle génération politique prend les rênes du pouvoir. Miguel Diaz-Canel, né après la révolution, concentre désormais la grande partie des pouvoirs en tant que Président de la République et Premier Secrétaire du parti. Sa nomination s'inscrit dans le cadre d'un remaniement plus large avec l'intégration au bureau du parti de cinq nouveaux membres, parmi lesquelles deux figures ayant une approche entrepreneuriale.

Au-delà de cette transition générationnelle, **le congrès s'est déroulé sous le signe de la**

continuité. La transition du système économique et social – impulsée à nouveau lors de l'été 2020² – devrait se poursuivre.

Cet appel à la poursuite de l'adaptation de l'économie n'en reste pas moins inscrit dans le cadre d'une économie centralisée et socialiste. La réforme du secteur non-étatique ne devrait ainsi pas aller au-delà de certaines limites conduisant à « *la destruction même du socialisme* ».

Les nombreux défis économiques qui attendent Miguel-Diaz Canel

La transition politique intervient alors que Cuba fait face à sa pire crise depuis la période spéciale. Quatre mois après la mise en place du processus de réunification monétaire, dont les effets à court terme sont avant tout négatifs, **la situation économique et financière est particulièrement dégradée**.

Les nouveaux dirigeants sont ainsi confrontés à des pressions pour accélérer les réformes, en particulier le changement économique, qui est au premier plan dans l'esprit des citoyens. **Le modèle économique et sociale apparaît en effet à bout de souffle**. La récession lors des deux dernières années, la crise de liquidité qui persiste, avec des exportations à leur plus bas, compromettant la capacité de paiement et de remboursement de l'île, l'inflation galopante, qui pourrait se traduire par une perte de pouvoir d'achat de la population, ou encore le creusement du déficit fiscal, sont autant d'indicateurs négatifs.

Rémi Mantet-Gay
remi.mantet-gay@dgtresor.gouv.fr

Les premières conséquences économiques et financières de l'unification monétaire et cambiale à Cuba

Le 1^{er} janvier 2021, l'unification des monnaies et des taux de change était enfin mise en œuvre à Cuba dans le cadre d'une série de réformes plus large incluant également une refonte du système des prix et des salaires. Plus de trois mois après, *the Economist Intelligence Unit (EIU, cabinet d'analyse et de prévision économique et politique britannique)* prend en compte le nouveau régime monétaire dans son dernier rapport publié sur Cuba. Il permet de tirer un

premier bilan chiffré des conséquences de la réforme sur l'économie et les finances de l'île.

La nouvelle lisibilité de l'économie cubaine

La dualité monétaire et la pluralité des taux de change entre les deux monnaies provoquaient **une distorsion des prix rendant l'économie cubaine difficile à appréhender**. L'utilisation dans le secteur public, notamment les entreprises, du taux de 1 USD = 1 CUC = 1 CUP contre un taux de 1 USD = 1 CUC = 24 CUP pour

² Le gouvernement a repris une série de réformes économiques dans le cadre de sa nouvelle stratégie économique et sociale.

la population biaisait la comptabilité publique mais également les indicateurs macroéconomiques, au premier rang desquels le PIB.

La réforme monétaire, mise en œuvre depuis le 1^{er} janvier 2021, en unifiant les monnaies mais surtout les taux de change, devait notamment permettre de **rétablir des signaux-prix opérants et ainsi présenter une image plus fidèle de**

l'économie cubaine, des entreprises, mais également des secteurs clés.

La taille de l'économie cubaine est ainsi largement revue à la baisse, elle passerait de 102,7 Mds USD en 2020 à 21,8 Mds USD en 2021 et ceux malgré une hausse prévue de 2,7% du PIB réel. **Cette division par cinq du PIB nominal** retranscrit l'inflation mais également la **surestimation artificielle précédente du PIB** via le taux de 1 USD = 1 CUC = 1 CUP.

PIB	2018	2019	2020 (e)	2021 (p)
PIB nominal (Mds pesos)	100,1	103,1	102,7	522,5
PIB nominal (Mds USD)	100,1	103,1	102,7	21,8
PIB/Habitant (USD)	8 820	9 100	9 070	1 930
Croissance du PIB réel	2,2%	-0,2%	-11,3%	2,7%

Source : Tableau élaboré par le SE à partir des données de the EIU.

Ainsi, l'île ne serait plus la première économie de la Caraïbe, mais la troisième derrière la République Dominicaine (89 Mds USD) et Trinité et Tobago (24 Mds USD), juste devant la Jamaïque (16,5 Mds USD), Haïti (14,3 Mds USD) et les Bahamas (13,6 Mds USD). **Cuba passerait de pays à revenu intermédiaire supérieur (9 070 USD / Hbt) à inférieur (1 930 USD / Hbt).**

De manière similaire, la dette publique passerait de 69,4% à 154% du PIB entre 2020 et 2021 principalement du fait de la hausse de la dette extérieure totale en pourcentage du PIB et, de manière secondaire, du large déficit public prévu en 2021.

Endettement	2018	2019	2020 (e)	2021 (p)
Dette publique / PIB	53%	56,2%	69,4%	154%
Dette extérieure totale (Mds USD)	30,5	29,8	28,7	28,6
Dette extérieure totale / PIB	30,5%	28,9%	27,9%	131,1%

Source : Tableau élaboré par le SE à partir des données de the EIU.

Une inflation galopante

Une hausse généralisée des prix fixés par l'Etat a été mise en place au 1er janvier 2021 en parallèle d'une augmentation des salaires des employés du secteur public ainsi que des pensions (en moyenne +400%). Pour les entreprises publiques, le taux de change a été dévalué de 96% (passant de 1 à 24 CUP = 1 USD). Les coûts de production (salaires) ainsi que les produits importés, ont de facto considérablement augmenté et, par effet de chaîne, les prix de gros et les prix au détail également. Les importations sont réduites **se traduisant par des ruptures d'approvisionnement et des pénuries**. Dans le cadre d'un système économique centralisé, la

plupart des prix – et donc l'inflation – sont fixés par les autorités cubaines. Cependant dans la pratique, **une « inflation réprimée » est observée** : les produits disparaissent du réseau de vente officiel pour se retrouver sur les marchés informels à des prix bien supérieurs.

La hausse du taux de change des devises étrangères au marché noir constitue également un coût supplémentaire pour les cubains souhaitant faire leurs courses dans les boutiques en Monnaie Librement Convertible³ – dont le ravitaillement est favorisé.

Inflation	2018	2019	2020 (e)	2021 (p)	2022 (p)	2023 (p)
Inflation (moyenne annuelle)	6,9%	5,6%	7,7%	399,6%	32,3%	6,3%

Source : Tableau élaboré par le SE à partir des données de the EIU.

³ MLC - portefeuille de devises étrangères incluant principalement le dollar américain, mais aussi l'euro.

Le phénomène d'inflation, certes prévu et anticipé, a cependant dépassé les attentes des autorités locales. Le cabinet britannique prévoit un choc inflationniste en 2021 de près de 400% en moyenne, avant d'atteindre 32,3% en 2022 et de revenir à un niveau équivalent aux années précédant l'unification en 2023 (6,3%).

L'un des enjeux se situe sur le pouvoir d'achat des ménages cubains. Selon le discours officiel, la population serait protégée de l'augmentation des prix grâce à la hausse des salaires et des pensions supérieure à celle des prix. Une étude de perception dans la population semble montrer l'inverse⁴.

Une réforme qui pèse sur les finances publiques

Le budget de l'Etat est entièrement remodelé. Les dépenses sont provisionnées à 374,8 milliards de pesos (15,6 Mds USD) et les revenus nets à 288,1 Mds pesos (12 Mds USD), pour un déficit budgétaire de 86,7 Mds pesos (3,6 Mds USD). Pour la seconde année consécutive, il atteindrait un pourcentage très élevé du PIB de - 18%.

Déficit fiscal	2018	2019	2020 (e)	2021 (p)
Solde public / PIB	-8,7%	-7,7%	-20,1%	-18,3%

Source : Tableau élaboré par le SE à partir des données de the EIU.

Tout en conservant le caractère éminemment social du budget (en moyenne 65% du total), les autorités cubaines ont dû prévoir de nouveaux coûts induits par la réforme monétaire. La politique budgétaire de Cuba reste difficilement soutenable sur le long-terme. La réduction des dépenses devient une nécessité alors que le

gouvernement a un accès très faible au financement externe, dispose de sources limitées de financement domestique et que les réserves internationales ainsi que la marge de manœuvre budgétaire ont déjà été largement consommées.

Rémi Mantet-Gay
remi.mantet-gay@dgtresor.gouv.fr

Le secteur minier à Cuba

Cuba est un pays riche en minerais. L'île est parmi les plus grands détenteurs de cobalt et de nickel au monde (3^{ème} et 5^{ème} réserves mondiales prouvées). Toutefois, le pays ne se situe qu'à la 5^{ème} et 9^{ème} place en termes de production. Cuba possède d'autres ressources minières parmi lesquelles l'or, le plomb, le zinc, faisant du pays une terre d'opportunités dans le secteur.

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Exportations de biens	4 857	3 350	2 317	2 402	2 373	2 062
Dont Produits miniers	742	521	464	618	746	617

Source : Tableau élaboré par le SE à partir des statistiques officielles (ONEI).

Le poids du secteur dans le PIB cubain est estimé à 3% et les produits miniers sont le 1^{er} poste d'exportations cubaines de biens en 2019 (617 MUSD, soit 30% du total) en faisant un secteur clé de l'économie de l'île.

Un secteur centralisé, diversifié et porteur...

Le Ministère des Energies et des Mines, via la Direction Générale des Mines, gère le secteur minier. Elle dispose de deux entités publiques principales : **Cubaniquel**, pour l'exploitation du nickel et du cobalt et **Geominsal**, pour le reste des minerais, tout deux partenaires dans des entreprises mixtes.

Le plomb, le zinc, le nickel, le cobalt et l'or exploités à Cuba sont destinés exclusivement à

l'exportation (principalement vers la Chine). En 2020, le nickel et le cobalt pesaient pour 70,7% des exportations de minerais cubains (437 MUSD), le plomb et le zinc représentaient 28,7% (176 MUSD) et l'or 0,6% (3,8 MUSD).

Les deux minerais phares de l'île sont le nickel (49.200 tonnes produites en 2019, 1,9% de la production mondiale) et le cobalt (3.800 T, 2,6% de la production mondiale). Les nombreux gisements de latérites (nickel et cobalt) sont situés dans les provinces de Holguín (est de l'île), de Camagüey (centre-est de l'île) et de Pinar del Rio (ouest), à ciel ouvert.

⁴ Une étude de « Cubadebate » (média officiel des autorités cubaines), en mars 2021, a mis en exergue un ressenti de la tendance inflationniste par les cubains depuis le processus d'unification monétaire : 67% expliquaient « ne pas pouvoir subvenir à leurs besoins » et 29% « couvraient seulement une partie de leurs dépenses avec leur salaire » (même revalorisé).

Répartition des principaux gisements de nickel et de cobalt à Cuba en 2021



Source : réalisé par le SE.

L'extraction de ces minerais est réalisée par Moa Nickel SA et par l'entreprise publique Comandante Ernesto Che Guevara.

Hors nickel et cobalt, le secteur minier exploite plus de 12 minerais, avec 72 concessions minières et 24 unités de production / transformation. Les principaux minerais sont le zinc et le plomb (100.000 et 50.000 tonnes exportées en 2020) produits par l'entreprise mixte Emincar.

L'or exporté par Cuba (environ 500 kg) est intégralement exporté. Plusieurs autres types de minerais sont extraits comme le chrome, dont Cuba possède l'une des plus importantes concentrations d'Amérique, et le sel.

... ouvert aux investissements étrangers

Le secteur minier cubain est prioritairement ouvert à l'investissement étranger pour l'expertise et les financements, mais aussi pour les débouchés ouverts par les partenaires internationaux en termes de marchés finaux.

Le canadien Sherritt International, dans le cadre de l'exploitation du nickel, est présent depuis 1994 à Cuba, dans l'entreprise mixte Moa Nickel avec General Nickel SA (filiale de Cubaniquel). Sur les 49.000 tonnes de nickel exportées, 31.500 ont été produites par Moa Nickel. L'entreprise canadienne a aussi produit 3.370 T de cobalt.

Le singapourien-suisse Trafigura opère la mine de zinc et de plomb de Los Castellanos (dans la

région de Pinar del Rio, à l'ouest de l'île) via l'entreprise mixte Emincar (Empresa Minera del Caribe) avec l'acteur public Geominera, dont l'exploitation a débuté en 2017.

Un fort potentiel faisant face à plusieurs obstacles

Si le secteur minier cubain présente des opportunités, plusieurs obstacles existent pour son développement.

Le pays souffre de contraintes structurelles. Ainsi, le mix énergétique cubain reste à 95% thermique rendant l'électricité chère dans un secteur où la consommation énergétique est un facteur clef de rentabilité.

Le secteur manque d'investissements nationaux, et ses perspectives de croissance dépendent presque exclusivement des intérêts étrangers. Faut d'investissements productifs, les infrastructures minières vieillissent. En 2007, l'objectif affiché par l'Etat cubain dans le secteur du nickel était d'atteindre 120.000 tonnes exportées en 2015, quand Cuba en produisait 70.000 T à cette époque. Le pays a clôturé l'exercice 2020 avec 49.000 T exportées.

L'embargo américain affecte directement les acteurs de l'industrie minière à Cuba. En effet, il rend complexe l'accès final des minerais au marché des produits à destination des Etats-Unis (directement et indirectement).

Alexandre del Valle, Rémi Mantet-Gay
remi.mantet-gay@dgtresor.gouv.fr

Le reste de l'actualité en bref

Nouveaux résultats décevants de la récolte de sucre 2020-2021

Avec une récolte totale estimée à 816.000 tonnes de sucre pour la saison 2020-2021 (contre 7,7 Mt dans les années 80), soit 68% du plan de production fixé pour cette année (1,2 MT), l'industrie sucrière cubaine pourrait connaître l'une des saisons les plus basses de son histoire. Le consortium public cubain Azcuba, en charge de ce secteur productif, a invoqué principalement l'effet du durcissement de l'embargo américain sur la production mais, également, les défaillances techniques et l'obsolescence de l'outil de production. Plus significative a été la diminution du rendement industriel (*relation entre la canne à sucre broyée et le sucre produit*), qui atteindrait un coefficient de 8,62% contre un objectif initial de 9,53%. De même, le rendement de la récolte de canne est actuellement de 44 TM/ha, largement inférieure à la moyenne mondiale (65 TM/ha). Des 56 centrales sucrières du pays, seules 38 usines ont participé à la récolte actuelle (contre 43 en 2019/2020).

Le volume de production actuel serait réparti entre 416.000 tonnes pour la consommation nationale (contre des besoins estimés à environ 700.000 T par an) et 400.000 tonnes exportés vers la Chine, selon un accord bilatéral entre les deux pays.

Longtemps première recette d'exportation du pays en devise, le sucre est désormais dépassé par d'autres activités telles que les exportations de services médicaux, les transferts des migrants et le tourisme. Les exportations de sucre et dérivés ont représenté 212 MUSD en 2019, soit 7,8% du total (4^{ème} poste de ventes à l'étranger), et environ 3% du total d'entrées de devises du pays.

Une pénurie de carburant touche à nouveau l'île

Après quelques jours avec une situation énergétique tendue, les autorités cubaines ont confirmé, le 16 mai, des difficultés dans l'approvisionnement de pétrole. Conséquence de cette pénurie de carburant, la réduction de certaines lignes de transport public a été également annoncée. 140 autobus cesseront ainsi de circuler à La Havane, tandis que la fréquence de passage des bus sera diminuée. En 2019 le pays avait vécu une situation similaire qui avait été accompagnée de mesures de restriction prises notamment à l'encontre du secteur entrepreneurial, suite à la réduction et le retard des livraisons en pétrole vénézuélien.

Cuba produit un tiers de ses besoins en pétrole (environ 45/50.000 barils / jour), le reste (autour de 70/90.000 b/j) étant importé (principalement du Venezuela). Conscientes de la nécessité de se tourner vers d'autres fournisseurs, les autorités cubaines ont signé des accords avec la Russie et l'Algérie pour la livraison de pétrole.

Derniers chiffres de ventes de cigares cubains, second produit d'exportation

Après avoir enregistré un chiffre d'affaires de 531 MUSD en 2019 (soit +2% à par rapport à 2018), l'entreprise mixte cubano-espagnole « Habanos » a annoncé une légère diminution de son activité en 2020, avec un chiffre d'affaires de 507 MUSD (-4,5%). Confirmant une tendance déjà amorcée lors des années précédentes, la Chine gagne un rang en se plaçant ainsi au 1^{er} rang des pays consommateurs de cigares cubains, suivi de l'Espagne et de la France. L'Europe confirme, pour sa part, sa position de leader de l'une des principales exportations de Cuba, avec 60% de part de marché. Créée en 1994, la société mixte cubano-espagnole Habanos S. A. est le distributeur exclusif officiel des différentes marques cubaines de cigares avec une présence dans plus de 150 pays.

Le tabac est l'un des produits emblématiques de Cuba (notamment pour la confection de cigares haut de gamme) avec des exportations s'élevant à près de 267 MUSD en 2019 (second poste avec 11% du total des ventes cubaines à l'étranger).

Sailé Ruíz-Tudó
saille.ruiztudo@dgtresor.gouv.fr

Cuba accepte le principe de la création de la PME

Le Conseil des ministres a donné, le 2 juin 2021, son feu vert pour la création de la figure juridique des petites et moyennes entreprises, tant dans le secteur public que dans le privé. Cette mesure, attendue notamment par la société civile, constitue une nouvelle étape suite à la décision d'étendre le champ des activités ouvertes aux autoentrepreneurs (« *cuentalpropistas* »⁵).

Pour rappel, le Conseil de Ministres avait approuvé, début février, l'élimination de la liste d'activités permises (127) fixée par l'Etat cubain et son remplacement par une liste de 124 activités interdites ou limitées, autorisant de facto le travail pour compte-propre au reste des activités inscrites au CNAE (*classificateur national des activités économiques*), soit plus de 2 000 activités économiques. L'Etat se réserve encore cependant de nombreux secteurs considérés comme stratégiques pour raisons économiques, mais également politiques et idéologiques : les produits d'exportations – mines, sucre, tabac, produits pharmaceutiques -, les services publics – éducation, santé, gestion de l'électricité, de l'eau et du gaz -, les télécommunications, le commerce, la banque, la presse ou encore la défense restent inaccessibles au secteur non-étatique.

Cette liste d'activité négative s'appliquera également aux PME privés, ces dernières ne pourront ainsi pas opérer les activités interdites aux travailleurs pour compte-propre, mais également certaines activités autorisées pour les autoentrepreneurs telles que programmeur informatique, comptable, traducteur et interprète, vétérinaire ou encore designer.

Les normes juridiques pour le « perfectionnement des acteurs de l'économie cubaine » seront publiées ensemble à une date non encore précisée. Lors du Conseil des ministres, le premier ministre cubain a rappelé que « *l'entreprise étatique restait le sujet principal de l'économie nationale et que les récentes annonces ne constituaient pas un processus de privatisation* ».

Si la contribution du secteur privé naissant à l'économie reste encore faible (autour de 10% du PIB), il semble désormais considéré comme indispensable au développement économique de Cuba par les autorités sans pour autant remettre en cause la structure de l'économie centralisée et la primauté de l'Etat.

Sailé Ruíz-Tudó, Rémi Mantet-Gay
saille.ruiztudo@dgtresor.gouv.fr; remi.mantet-gay@dgtresor.gouv.fr

⁵ Autorisé sur l'île depuis les années 1990, le travail pour compte propre (TCP) compose l'essentiel du secteur privé en dehors de l'agriculture.

Focus statistique : la production sucrière de Cuba (1961 – 2021)

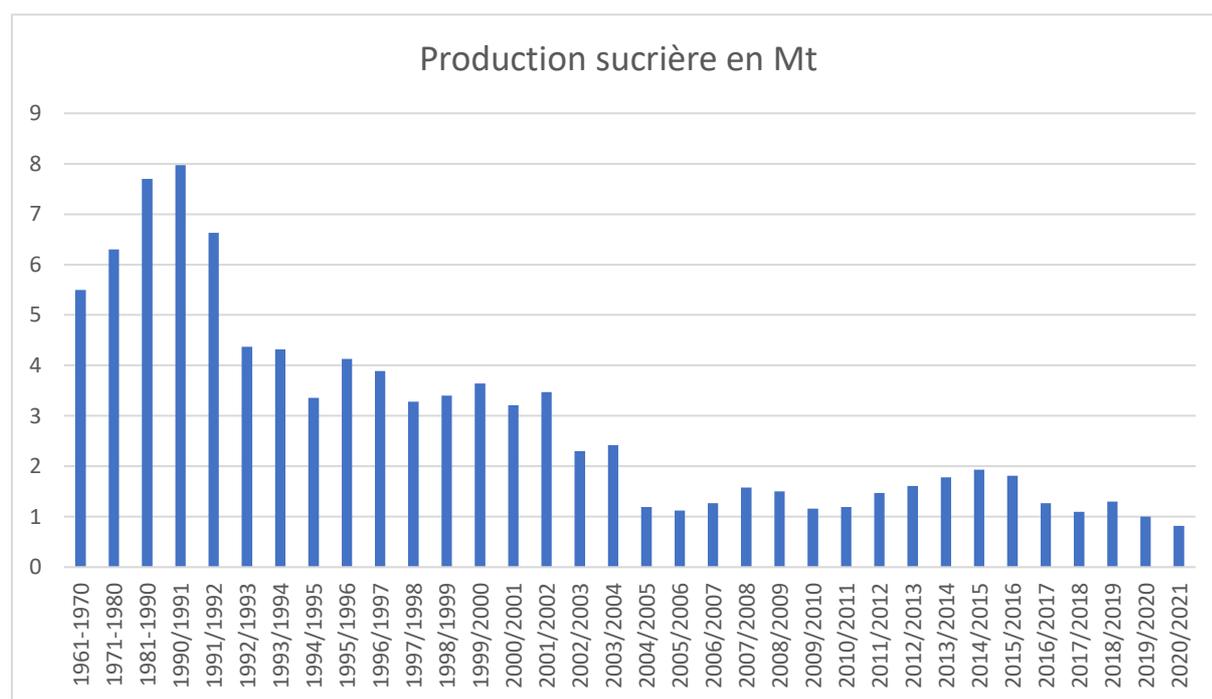
	1961-1970	1971-1980	1981-1990	1990/1991	1991/1992	1992/1993
Production sucrière en Mt	5,5	6,3	7,7	8,0	6,6	4,4

1993/1994	1994/1995	1995/1996	1996/1997	1997/1998	1998/1999	1999/2000	2000/2001
4,3	3,4	4,1	3,9	3,3	3,4	3,6	3,2

2001/2002	2002/2003	2003/2004	2004/2005	2005/2006	2006/2007	2007/2008	2008/2009
3,5	2,3	2,4	1,2	1,1	1,3	1,6	1,5

2009/2010	2010/2011	2011/2012	2012/2013	2013/2014	2014/2015	2015/2016	2016/2017
1,2	1,2	1,5	1,6	1,8	1,9	1,8	1,3

2017/2018	2018/2019	2019/2020	2020/2021
1,1	1,3	1,0	0,8



Source : élaboré par le Service Economique à partir de plusieurs sources.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Auteur : Service Economique de l'Ambassade de France à La Havane

Directeur de publication : Marc Legouy

Pour s'abonner : lahavane@dgtresor.gouv.fr

Copyright : Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique de La Havane (adresser les demandes à lahavane@dgtresor.gouv.fr)

Clause de non-responsabilité : Le Service Economique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.